

L'ÉGALITÉ

JOURNAL REPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON.

Prix de l'abonnement payable d'avance.

Saint-Pierre. Un an	12 fr. 00
— Six mois	7 00
Outre-mer. Un an	15 00
— Six mois	9 00

Administration, rues JACQUES-CARTIER et de SÈZE.

Administrateur-Gérant A. LEMOINE.

Directeur-Rédacteur, G. WINTREBERT.

Prix des insertions.

Fait divers	1 fr 00
Une à six lignes 3 fr. au-dessus la ligne 0 fr. 30	
Réclames, la ligne.	0 75

ABONNEMENT AUX ANNONCES : 15 fr. par an pour une annonce de 20 lignes à répéter dans chaque numéro

Les Anglais ont de grandes dents et n'aiment pas — alors qu'ils étaient en train d'avaler le French Shore — qu'on vienne les troubler dans leur digestion.

Les petits pêcheurs Saint-Pierrois, au nombre de 67, qui, l'année dernière, se sont transportés sur la côte ouest pour y exercer leur industrie ont soulevé la bile de nos voisins d'outre-manche à un point extraordinaire.

Sir Edward Gray, sous secrétaire des affaires étrangères, répondant à une question de l'opposition a posé sérieusement la question de savoir s'il n'est pas contraire aux traités que les Français viennent sur la côte, et y séjournent comme de bons bourgeois.

Un peu plus, il laisserait entendre que nous y construisons des villas et que nous nous établissons à l'Anse à Bois ou à la Pointe des Calets pour y créer des stations balnéaires.

Cependant quand le traité d'Uthrecht nous a concédé la jouissance du littoral qui va du cap Saint-Jean au cap Raye, ce n'était pas à coup sûr pour enfiler des perles.

Evidemment, c'était pour pêcher, n'en déplaise à sir Edward Gray.

« Très bien dit celui-ci, mais distinguons : il y a pêcheurs et pêcheurs, »

(Où, nous connaissons cela, comme il y a poisson et poisson : le homard n'était pas un poisson paraît-il ?)

« Nous admettons les pêcheurs venant par grands bateaux et y demeurant, mais nous n'admettons pas les pêcheurs amenés à terre par des goélettes »

La distinction est subtile.

Alors s'il y avait un vieux ponton, sir Edward Gray ne dirait rien. Ce qui l'offusque c'est de voir nos pêcheurs coucher à terre.....

Pauvres malheureux qui dorment sous un wary renversé ou sous un assemblage de planches abandonnées ! Voilà de beaux propriétaires !...

Allons, ayez donc le courage de votre proposition, Messieurs les Anglais. Dites hardiment : que le French Shore nous appartienne à la condition de ne plus y pêcher.

Ce sera plus loyal que de nous reprendre, sous forme d'arguties, les privilèges que les traités nous ont conférés.

N'avons nous pas lu, en effet, que vous vouliez faire payer aux navires français, fréquentant le French Shore,

les droits de douane et imposer les marchandises et le matériel destinés à nos opérations de pêche.

S'il en est ainsi, le French Shore n'est plus qu'une frange blague.

Nous sommes sur le même pied que tout le monde !

Plus de régime de faveur !

Il est bien inutile de réunir un arbitrage sur un point du globe pour discuter la question de Terre-Neuve.

Elle est toute réglée.

Et nous admirons avec quelle grâce charmante, pleine d'humour, vous savez mettre les gens à la porte.

Mais il peut probable que nous laissons confisquer le French Shore sans protester.

ENCORE POUR LE COLLÈGE.

Les défenseurs du collège sont bien nombreux; aussi, un très aimable correspondant nous envoyait il, la semaine dernière, un bel article qu'il signait du pseudonyme « Un Athénien de Saint-Pierre »

Dès sa fondation, l'Égalité a témoigné sa profonde sollicitude pour l'enseignement offert par le collège colonial; elle en a fait comprendre les grands services; aussi n'est il pas étonnant de la voir prendre sa défense puisqu'il est puisqu'il est attaqué.

Oui, attaqué au point qu'un candidat au conseil général élu le 11 mars à une imposante majorité, avait mis dans son programme; « qu'il s'opposerait au maintien du soi-disant Collège qui n'est qu'une école primaire, ou « l'anglais n'est même pas enseigné qui coûte plus de 30.000 fr par an, qui en coûtera environ 50.000 cette année pour 48 élèves qui le fréquentent »

« Qu'il réclamerait l'établissement d'un cours supérieur avec boursiers, tel que la demande la minorité du conseil général »

Tout d'abord, il convient que le public ne soit pas trompé par des chiffres de fantaisie et qu'il sache ce que coûte annuellement le collège;

Voici son budget exact:

Principal	6,000 fr.
3 Professeurs	9,000
Surveillant	1,200
loyer, chauffage éclairage,	1,600
Dépenses	17,800
recettes de rétribution collégiale	3600
Dépense réelle:	14,200

Comme on le voit nous sommes loin des trente mille francs annuels accusés par le candidat élu et encore plus loin des cinquante mille francs de dépenses de cette année.

Nous reconnaissons que les frais d'installation ont monté à un prix élevé mais cette dépense une fois faite ne sera pas à renouveler.

Elle était la conséquence forcée d'une création et de l'aménagement de ce nouvel établissement scolaire dans une ancienne caserne de disciplinaires.

Il est vrai encore que les débuts du collège n'ont pas été heureux, dans le choix du personnel fait par la métropole qui nous a envoyé d'abord un directeur qui ne convenait pas et ensuite des professeurs qui se sont amusés à entrer maladroitement en guerre avec le principal, à donner à leurs élèves des idées d'insubordination et d'indiscipline.

Il est vrai que la dépense a été plus élevée parce que les nouveaux professeurs sont mariés et ont des enfants.

Il est vrai que le renvoi de ces messieurs et l'arrivée de leur successeurs a coûté cher au service local.

Il est vrai encore qu'on aurait dû songer à faire choix parmi ces messieurs d'un professeur connaissant la langue anglaise.

Convenons de tout cela; mettons ces dépenses extraordinaires sur le compte des frais de première installation et n'en parlons plus.

Ne nous en souvenons que pour constater que ces dépenses seront compensées, dans la limite du possible, par la présence dans la colonie de 3 nouvelles familles appelées à y répandre dans le commerce ce qu'elles recevront du service local et revenons à notre chiffre de quatorze mille deux cents francs de dépenses annuelles inférieure à la somme de quinze mille fr. prévue par le conseil général et l'état.

Rappelons en fin que le collège n'a été ouvert qu'en janvier 1893, c'est à dire il y a quatorze mois, et comme pour toute institution nouvelle, il a fallu passer par la période des essais des résistances des uns, des calomnies des autres, des hésitations et craintes de ceux-ci, de l'attente et de l'expectative de ceux-là.

Tout cela est fini maintenant; nous possédons un principal qui veut, par les résultats qu'il présentera en fin d'année, justifier les sacrifices qui ont été faits, des professeurs pour le second dans sa tâche, animés des meilleurs dispositions, de ce dévouement qui fait l'honneur de notre université.

Et c'est quand nous en sommes là, c'est quand l'arbre va commencer à produire ses fruits, qu'on veut l'arracher, pour lui substituer quoi ?

L'enseignement congréganiste !

Et encore l'enseignement restreint à un cours supérieur !

Ce qu'on veut c'est reculer, suivre les progrès à rebours. supprimer même ce qui existe depuis vingt ans, puisque le collège actuel n'est que la suite du collège des pères du St-Esprit.

Oui, on veut restreindre l'instruction au lieu de la développer, et au lieu d'un enseignement laïque de trois ans, donner un enseignement congréganiste d'une année dans un cours supérieur !

Ce grand réformateur a-t-il donc oublié les magnifiques paroles de son ami politique M. Th. Clément qui dans la séance du conseil général du 16 septembre 1883, réclamait avec l'autorité de sa parole toujours bien écoutée par ses co-partisans politiques le remplacement des R. P. par des professeurs laïques et disait à ses collègues :

« Je m'estimerai très heureux pour l'avenir de Saint-Pierre si je puis vous faire partager mon avis.

« Nous connaissons l'étendue des sacrifices que la France s'est imposée depuis 7 à 8 ans pour le développement de l'instruction publique dont le budget est aujourd'hui plus du quintuple de ce qu'il était à la fin du dernier Empire. Si des hommes aussi éminents que ceux qui ont présidé depuis 7 ou 8 ans aux destinées de notre mère-patrie ont reconnu la grande importance qu'il y avait pour un peuple à être instruit, ne saurons-nous pas suivre son exemple et marcher dans la voie qu'ils nous ont tracée ?

La commune de Saint-Pierre emploie le tiers de ses ressources à l'instruction primaire.

« C'est beaucoup, mais j'espère la voir faire encore d'avantage.

« L'honorable rapporteur de la commission M. Lègasse vous a fait une proposition, celle d'adopter des professeurs laïques, qui ne seraient qu'une bien faible augmentation de dépenses dans votre budget si l'on songe aux avantages intellectuels qu'y trouverait la population. La rejeter définitivement serait laisser croire que vous n'avez aucun souci de l'instruction des générations futures, ou que vous vous arrêtez à des questions d'argent. Loin de moi la pensée de vous faire l'injure de supposer un seul instant que c'est à la première de ces considérations que vous vous arrêtez ; ce serait certainement à la question d'argent »

L'honorable M. Clément plaidait en cette circonstance la cause du progrès, la cause de la jeunesse qui a besoin d'instruction pour faire face aux nécessités de la vie. Il le faisait avec d'autant plus de savoir et de compétence qu'il avait eu le bonheur de faire ses études dans un lycée de France.

La promesse du candidat était-elle sérieuse et son exécution amènerait-elle des économies réelles pour le budget ?

Certes non, car il faudrait donner au cours supérieur plusieurs divisions à la tête de chacune desquelles on placerait un professeur.

Or, le nombre des élèves fréquentant actuellement le collège étant de 69 et non de 48 comme on l'a dit à tort, il

il faudrait bien trois professeurs diplômés à deux mille quatre cents fr. soit 7,200 et une augmentation de traitement de deux mille francs pour le directeur qui devrait être aussi diplômé.

Car on ne voudrait pas d'un homme dont la spécialité est de fréquenter les enterrements.

Le cours supérieur coûterait donc neuf mille deux cents francs.

Et encore qu'on n'oublie pas que le collège des pères avait six professeurs.

La différence serait ainsi de 5000 fr seulement..

Et c'est pour cette modique somme qu'on désorganiserait tout ce qui existe, qu'on supprimerait le collège, qu'on priverait les enfants de l'enseignement secondaire, des études de latin, grec, etc. qui peuvent les mener avec les efforts du principal jusqu'à la seconde classique ?

Allons donc ! ce serait folie, ce serait un crime de lèse-instruction.

Il est vrai que le candidat qui s'est appuyé sur le clergé devait faire des concessions à ces bons frères fervents agents électoraux !

Qu'ils prennent bien garde les naïfs car on perd souvent tout en voulant trop gagner et c'est bien leur cas.

Le jour en effet où un conseil général rétrograde supprimerait le collège pour le remplacer par un cours supérieur dépendant des écoles communales tenues par les frères de Ploërmel, ce serait l'arrêt de mort de ces derniers.

Sur le champ, le Gouvernement métropolitain ferait sortir un décret promulguant aux îles St-Pierre et Miquelon la loi sur l'enseignement laïque obligatoire et tout ce qu'il y a de très chers frères filerait avec précipitation avec toutes les bonnes sœurs des écoles communales que suivraient celles du pensionnat. Certes nous ne nous plaindrons pas pour les garçons de voir ces très bons frères ignorantins boucler leurs malles, mais nous ne le désirons pas, si leur départ devait être la conséquence de la suppression du collège.

Alors le traitement des professeurs laïques étant à cause de leurs aptitudes, plus élevé que celui des congréganistes, on reviendrait à la dépense de 14100 pour le cours supérieur et même à un chiffre plus haut.

On dépenserait autant pour avoir moins et ce changement de congréganistes pas des laïques ce renvoi des professeurs du collège entraînerait pour le service local une dépense extraordinaire de 20 à 25,000 francs au bas mot.

Est-ce cela qu'on veut ?

Si oui, qu'on le dise de suite, si on craint d'instruire le fils du pêcheur, de l'ouvrier pour l'empêcher de devenir un jour, par son savoir, bon comptable, bon patron, qu'on le dise franchement,

La monarchie a toujours été opposée à l'instruction veut-on donc revenir aux bienfaits de ce régime pour les riches.

Qu'on le dise donc !

et nous serons en droit de crier bien haut « Vous qui voulez restreindre l'instruction, vous craignez ses conséquences en faveur de ceux dont vous voulez rester les maîtres par l'éducation que vous

avez reçue, par celle que vous voulez réserver à vos fils vous êtes des égoïstes, des tyrans, vous voulez dominer la société en attendant que furieuse de votre jouissance exclusive elle vous écrase par une révolution sociale que vous pouvez éviter en restant justes on en tirant par toute la couverture de votre côté.

Que les incrédules se souviennent de nos prédictions, et ils verront si nous nous trompons !

Nous leur rappellerons un jour cet article

Il résulte de tout ce qui précède qu'il ne faut rien changer à ce qui existe, qu'il faut conserver les pères parce que leur changement serait une dépense trop grande, conserver le collège parce que tous les frais sont faits, que le grain est semé et qu'il n'y a plus qu'à attendre la récolte.

UN SAUVETAGE ÉMOUVANT.

Le 24 mars, vers 2 heures du matin, les gendarmes Rochet et Serignat du poste de Langlade ont été réveillés par des cris de détresse venant du plein. Ils se levèrent immédiatement, se dirigèrent du côté où venaient les cris, et virent deux individus, qui cherchaient à gagner le rivage, en marchant sur les glaçons. Ils étaient à bout de forces, si bien que les gendarmes furent obligés de les porter dans leurs bras jusqu'à leur caserne.

Les naufragés déclarèrent se nommer Graté (Paul) et Courtois (Alphonse) tous deux domiciliés à l'île-aux-Chiens.

Ils firent aux gendarmes le récit suivant :

« Nous sommes venus au goulet du Grand Barachois, en dégrat, pour prendre un chargement de moules que nous débiterions à Saint-Pierre. Le 23 mars, ayant terminé notre chargement, nous sommes partis, mais à mi-baie nous avons été obligés de virer de bord et nous avons cherché à atterrir à Langlade. Malheureusement un banc de glace nous empêcha d'accoster.

A bout de force, presque paralysés par le froid et ne sachant que faire pour éviter la mort, nous avons essayé de détourner les glaçons pour approcher du plein. Mais notre embarcation a été fracassée et il a fallu nous aventurer à travers le crêmi. Nous avons crié au secours avec un faible espoir d'être entendus. Nous nous croyions bien perdus. »

Graté a la main droite et un pied gelés, Courtois n'est pas en meilleur état.

Ces deux hommes ont été ramenés dimanche sur le Progrès.

Détail comique : Un veau qu'ils rapportaient à St-Pierre dans leur wary a péri sur les rochers de l'Anse.

Dans sa séance du 26 mars courant, la Commission coloniale à l'unanimité, a voté la solde du deuxième vicaire de la paroisse de Saint-Pierre, qui avait été inscrite pour mémoire au budget de 1894, par le conseil général, jusqu'à ce que M. le supérieur ecclésiastique ait donné satisfaction aux vœux de la population de faire les enterrements le dimanche.

Cette commission, composée de MM. Guerguin, Forgeot, Yon et Salomon, ayant constaté que les enterrements

avaient lieu le dimanche avant les vêpres, a jugé que le vœu du conseil général était suffisamment rempli et qu'il était bien juste de laisser au clergé Saint-Pierrais la dernière partie de la journée pour se reposer.

Si notre dernier article a pu être pour quelque chose dans cette décision nous nous en félicitons dans le doute nous félicitons la commission coloniale.

Dans la soirée du 25 mars, des mauvais plaisants ont tendu une corde en travers de la rue Granchain, partant du tambour de la maison occupée par M. Dain et aboutissant à la demeure du sieur Davis. M. Albert Dauphin a coupé cette corde qui avait failli le faire trébucher.

Cette fumisterie est de très mauvais goût. Avec le verglas actuel, une corde tendue à quelques centimètres du sol peut très bien occasionner mort d'homme.

OBJETS TROUVES

Par le jeune Louis Lefevre, rue du Barachois un foulard de couleur en soie;
par le sieur Dubois près du pont Boulo une couronne mortuaire;

par le sieur Briand, Julien, un paletot et une ombrelle laissés dans sa boucherie

Lundi a eu lieu la messe des Marins. Nous ne parlerions pas de cette solennité, sans un sermon de l'abbé Folie sur les disciples d'Emmaüs, un peu tiré par les cheveux. Il a voulu établir une similitude entre le voyage de Jésus vers son Père et celui des marins sur les Bancs. Hum! Hum!

Il y a des choses qu'on ne doit pas abîmer en les développant. De ce nombre est l'admirable récit de Saint-Luc, modèle de narration dans sa concise simplicité.

Le bruit qui avait couru en ville que le navire *Marie-Aimé* parti de St-Malo avait été obligé de revenir dans ce port pour y déposer deux varioleux est absolument controuvé.

C'est stupide de faire courir des bruits qui n'ont d'autre effet que d'alarmer une population, déjà éprouvée par la diphtérie et la rougeole.

Le Tribunal criminel se réunira le 7 avril prochain.

Me Wintrebert défendra Calveirac et Minard. Me Pepin, Andueza et Hesry.

Jurés titulaires.

Les notables désignés par la voie du sort sont: MM. Paul Humbert, Guerguen, Emile Lebreton et Bourget.

Jurés supplémentaires.

MM. Jourdan Louis, Fontaine Edmond, Ledreney Emmanuel, Collombel Louis.

Jurés récusés par la défense

MM. Yon, Hardy Edouard, Coste Albert, Deville Julien.

Notre jeune compatriote, M. William Littaye, nommé Sous-commissaire, a été appelé à continuer ses services au Tonkin, considéré dorénavant comme « bonne colonie. »

Malgré le froid intense de ces derniers jours, les merles sont arrivés en quantité sur notre île. Ils sont dodus, grâce à lard, mais ils vont maigrir, si la neige persiste à durcir le sol.

M. Bergès directeur de l'Intérieur dont nous avons annoncé dans notre numéro

du 15 courant le départ du Havre est arrivé dimanche à New-York, après une assez dure traversée à bord de la Touraine

Il a fait ce voyage avec MM. Dupont et Mazier, nos délégué et Maire,

Les formalités administratives auprès du consulat fermé les Jours de Pâques n'ont pas permis à M. Bergès d'arriver assez tôt à Halifax pour prendre le «Pro Patria»

Il n'arrivera donc que par le courrier du 12 Avril

Nous rapportons dans notre dernier numéro que dans sa traversée de France à Saint-Pierre, le capitaine Hourdel du *Sepet* avait rencontré une banquise d'environ 60 lieues et de nombreux icebergs, et nous disions qu'il en avait avisé les vapeurs de Saint-Malo.

C'est M. Grezet, agent de la compagnie Fabre à Saint-Pierre, qui s'est chargé de prévenir sa compagnie et de demander par la même occasion si la patente de l'*Olbia* était nette.

Cette demande avait été motivée par un bruit qui circulait en ville annonçant que la variole était à Saint-Malo.

M. Grezet a reçu le 24 le télégramme suivant dont nous avons pris connaissance.

Aucune épidémie ici patente nette
Signé LEVEL

L'*Olbia* a quitté Saint-Malo le 24 avec 1370 passagers. Il arrivera ici le 4 avril.

SA DERNIÈRE ÉQUIPÉE.

— Non, voyez-vous, il a le diable au corps

— Qui ça ?

— Théberge ! Il a parti dans sa chaloupe, la semaine dernière, avec deux hommes, pour le Grand Barachois de Langlade. Sa chaloupe ! Elle y restera, et lui dedans, si on ne se cotise pas pour la démolir.

— Démolir la chaloupe du père Théberge, vous n'y pensez pas.

— Si, j'y pense, pour l'empêcher de se nayer, cet homme ! C'est pour son bien, comme qui dirait, sa conservation. Tant qui sera dans sa chaloupe, y fera des imprudences. Sans chaloupe, il sera bien forcé d'être raisonnable.

— Qu'est ce qu'il s'est passé ? Racontez-nous un peu pour voir.

— Une fois au Grand Barachois, Théberge ramassa deux ou trois bouts de chaînes, un peu de funin, quelques bribes d'étope. Il y en avait bien pour deux francs, et repartit. Obligé de relâcher dans la grande Anse, il y laissa sa chaloupe « Malheur de malheur ! J'aime mieux me perdre que perdre ma chaloupe » se dit Théberge, et il se rembarqua pour gagner St-Pierre dans un vieux doris, ne valant pas une piastre.

Voilà qu'en passant devant l'Anse à Ross, le vieux doris était rempli d'eau et Théberge était trempé comme une soupe ainsi que ses deux hommes. Il fit halte et demanda à coucher dans les cabanes à M. Cordon.

— Je paierai ma pension, fit-il avec un geste autoritaire qui en imposa au gardien des cabanes.

Il y coucha deux nuits, essayant de calfeutrer le vieux doris, mais n'y parvenant pas.

— Heureusement qu'il gèle ! dit-il,

la glace bouchera les trous.

Et il repartit dans le doris calfaté à la glace. Mal lui en prit, car en vue de l'Anse à Ross, le doris se remplit d'eau et il fallut attérir de nouveau; Théberge avait de l'eau jusqu'à mi-corps.

Il s'assit sur une poutre, farouche, refusant de changer. Il était mouillé mais il pensait à sa chaloupe, et il ne disait rien, refoulant dans son cœur des pensées amères.

Les hommes de M. Cordon, en voyant ce désespoir muet, en furent touchés. Ils lui offrirent leur doris, un beau doris neuf, qui naviguait avec une voile.

Théberge en fut tout remonté. Il profita de l'occasion pour trainer à la remorque deux gros blocs qu'il a ramenés à St-Pierre.

Et lundi on a pu le voir à la sortie de la messe des Marins, marchant les jambes écartées, signe précurseur de rhumatismes pincés dans sa dernière traversée.

Mais il est au dessus des rhumatismes comme il est au dessus des naufrages.

En vérité, je vous le dis, cet homme a le diable au corps.

C'est un vieux dur à cuire avec sa casquette à oreillettes de chien;

Et son collier de barbe avec des piquants comme ceux d'un hérisson;

Et sa mâchoire avec des dents de requin.

Ah ! le vieux loup de mer !

MANUFACTURE DE DORIS

DES ILES ST-PIERRE et MIQUELON.

SOCIÉTÉ ANONYME

au capital de 100,000 francs

Conformément à l'article 26 des statuts § 1er, les actionnaires de la société « Manufacture de Doris des îles Saint-Pierre et Miquelon », sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mercredi 25 avril prochain, à 2 heures du soir, dans une des salles de l'hôtel Joinville, à l'effet de :

1° Entendre les rapports du conseil d'administration et du commissaire, sur les opérations de l'exercice 1893 arrêté au 31 décembre de la dite année;

2° Approuver s'il y a lieu les comptes de l'exercice 1893 présentés par le conseil d'administration ;

3° Fixer le dividende à répartir aux actionnaires ;

4° Voter le renouvellement du conseil d'administration ;

5° Voter la nomination du Commissaire de surveillance pour l'exercice 1894;

6° Statuer sur toutes demandes, propositions, modifications aux statuts, émises soit par le conseil d'administration, soit par les actionnaires présents à la réunion.

Conformément à l'article 9 des statuts, tout propriétaire d'une action peut faire partie de l'assemblée générale.

Saint-Pierre, le 28 mars 1894.

L'administrateur-délégué,
H. GUÉRIN.

MOTS DE LA FIN.

MŒURS ST-PIERRAISES.

Un jeune homme demande une jeune



filles en mariage. Les parents vont aux renseignements.

— Qu'est-ce qu'il sait faire? demande le père à un ami.

— Oh! il est très fort sur la bagatelle!

La main de la jeune fille a été accordée illico.

Heureuse jeune fille!

Un Monsieur se présente à la douane, les cheveux fraîchement taillés.

— J'ai quelque chose à déclarer, dit-il en se passant la main sur sa tête inégalement tondue.

— Quoi? demande le douanier.

— J'ai des échelles!!!

L'administrateur Gérant, A. LEMOINE.

Etude de Me Wintrebert avocat-agréé à Saint-Pierre

VENTE

Sur saisie immobilière

A l'audience des criées du tribunal de Saint-Pierre du 23 avril prochain, à deux heures après-midi, il sera procédé à la

vente aux enchères de l'immeuble ci-dessous désigné.

Une propriété sise à Saint-Pierre rue du Baracheis consistant en une maison terrain et dépendances le tout borné au Nord par la dame Vve Blin au Sud par dame Vve Chambert, à l'est par la rue du Baracheis et à l'ouest par Louis Laisney.

Mise à prix 1600 francs

Le dit immeuble a été saisi de la Société anonyme des Sécheries de Morues de « Port de Bouc dont le siège est à Marseille rue Sainte n° 44 poursuites et diligences de M. Joseph Allain son gérant pour les îles Saint-Pierre et Miquelon demeurant au dit Saint-Pierre, sur la dame Marie Poulard, sans profession veuve du sieur Félix Chapelain, demeurant à Saint Pierre suivant procès-verbal de Héguy huissier à Saint-Pierre du 13 Janvier dernier

Le cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente est déposé au greffe du tribunal de la colonie.

St-Pierre, le 28 Mars 1894

L'avocat-agréé poursuivant,

Georges Wintrebert



DELETTREZ

PARFUMS & SAVONS

fabriqué par la haute société.

DÉTAIL: 5, boulevard des Italiens, PARIS.

GROS: 45, rue d'Enghien, PARIS.

USINE: 31, avenue du Roule, NEUILLY sur Seine.

PROLONGATION DE LA VIE

PAR

Par

LE FLACON

20 francs

Port en sus

3 FLACONS

50 francs

Port en sus

L'Elixir Godineau

Unique remède contre l'IMPUISSANCE; il guérit les maladies des reins, de la moëlle épinière, de l'Influenza, les anémiques, les épuisés, etc. IL RAJEUNIT ET PROLONGE LA VIE; c'est essentiellement un élément de réparation; il donne un sang nouveau d'une force inouïe, d'une richesse incomparable; ne contenant aucune substance nuisible, il peut être pris à tous les âges sans danger aucun.

Brochure explicative est envoyée gratuitement et franco à toute personne qui en fait la demande à l'Administration de l'Elixir Godineau, 7, rue Saint-Lazare à Paris.

On demande de l'argent français avec prime de

1 Fr. 50 o/o

Notre prime sera sous peu remise à nos lecteurs.

L'Elixir Godineau qui rend la jeunesse et tous ses attributs arrive.

Se faire inscrire si on veut profiter des derniers flacons non rete-

nus.

Avis

M. Picautet, professeur de dessin au Collège, a l'honneur d'informer le public qu'il a l'intention d'ouvrir au collège, un cours de dessin artistique et un cours de solfège et musique vocale. Ces cours auront lieu le jeudi de chaque semaine: pour le dessin, de 2 h. à 3 h. 1/4 du soir pour la musique, les mêmes jours de 4 h. à 5 heures.

Les personnes désireuses d'y envoyer leurs enfants sont priées de se faire inscrire au Collège, le jeudi et le dimanche de chaque semaine.

Prix pour chaque cours séparé: le cahier 2 fr., pour les deux réunis 3 fr.

Nota: Des réductions, pourront être faites aux familles ayant deux ou plusieurs enfants.

Mme Picautet donnera également des leçons tous les jours, de neuf heures à onze heures le matin, et le soir de 2 à 4 pour les jeunes filles.

Prix de ces cours 10 francs par mois.

Ces cours et les précédents, commenceront, dès qu'un nombre suffisant d'inscriptions se sera produit.



Grands Magasins du

PRINTEMPS

DEMANDER

le catalogue général illustré, renfermant toutes les modes nouvelles pour la SAISON D'ETE, qui est envoyé gratis et franco sur demande affranchie adressée à

MM. JULES JALUZOT & Co
PARIS

Fort également envoyés franco, les échantillons de tous les tissus composant les immenses assortiments du PRINTEMPS, mais bien spécifier les genres et prix

Envoi franco d'un colis postal par 50 francs de marchandises.

Le catalogue indique toutes les conditions d'envoi et les renseignements nécessaires pour la bonne exécution des commandes

Les personnes déjà en relation avec le Printemps recevront le catalogue ci-dessus, sans qu'il leur soit utile d'en faire la demande

LAIT CONDENSÉ
HENRI NESTLÉ
Grand Prix à l'Exposition Universelle de Paris 1889

VERITABLE LAIT PUR DE VACHES SUISSES
préparé par un procédé de concentration
spécial, très estimé en raison de sa valeur
nutritive. Rend de grands services dans les
Hôpitaux, la Marine et l'Armée;
nécessaire pour l'alimentation
des particuliers en leur assu-
rant un lait très agréable, sain
et naturel.

Exiger sur chaque bête la marque de
Fabrique: **NESTLÉ**

Maison **NESTLÉ - CHRISTEN Frères**
10, rue du Parc-Royal, PARIS.

Dépositaires principaux: Pharmaciens, Epiciers, Bouchers, etc.

Saint-Pierre, — Imp. A. LEMOINE,